

Nouvelles locales du vendredi 24 juillet 2015

@rib News, 24/07/2015 | Politique - L'ancien président Sylvestre Ntubunganya lui aussi a interrogé la Chambre haute par respect de la Constitution. Après Agathon Rwaso, c'est au tour de l'ancien président d'accepter d'entrer dans les Institutions nationales des prochaines élections malgré leur contestation. « Imaginez un Sénat constitué à plus 80% de membres d'un seul parti, c'est un retour vers les années 1970, une époque que les Burundais pensaient révolue et indigne-t-il. Pourtant, cet ancien président de la République, sénateur à vie, un privilège que lui confère la constitution Burundaise, se dit prêt à interroger la deuxième chambre parlementaire. « Je pourrais refuser de siéger au Sénat au regard des circonstances actuelles, mais par respect pour la Constitution, j'assumerai ces fonctions », a déclaré Sylvestre Ntubunganya, initialement candidat à la présidentielle du 21 juillet mais qui s'est retiré de la course pour protester.

- Le leader de l'opposition Agathon Rwaso dit que les présidentielles de ce 21 juillet n'ont pas été crédibles, ce que l'opposition parle d'une élection sous tension et intimidation. L'indépendant de l'espoir dit que c'est un pas pour résister au changement mais que le changement aura lieu. Pourtant, Rwaso Agathon a dit "OUI" pour l'unité dans le gouvernement burundais pour éviter un nouveau conflit. Le principal opposant et le leader historique du FNL a appelé le président Pierre Nkurunziza à tenir des pourparlers avec ses rivaux et de former un gouvernement d'unité nationale après l'élection de cette semaine, disant qu'il pourrait aider à éviter un nouveau conflit dans ce pays. Agathon Rwaso, un ancien chef rebelle comme Nkurunziza dans la guerre civile au Burundi, a déclaré à Reuters qu'une action est nécessaire pour éviter aux généraux derrière le putsch avorté en mai dernier de prendre les armes dans la crise suscitée par l'accession de Nkurunziza à un troisième mandat. Certains ont déjà agité par la menace de la lutte armée, at-il dit. « Pour l'amour du Burundi, l'idée d'un gouvernement d'unité nationale peut être acceptée », a-t-il déclaré. - La Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) a procédé cet après-midi de vendredi à la proclamation des résultats provisoires de l'élection présidentielle tenue ce mardi. Le président de cette commission annonce que le candidat Pierre Nkurunziza du CNDD-FDD a recueilli 69,41% des suffrages exprimés, Rwaso Agathon de la coalition Amizero 18,09%, Gérard Nduwayo de l'Uprona 2,14%, Jean Minani du Frodebu Nyakuri 1, et Jacques Bigirimana du FNL 1%. Les autres candidats Domitien Ndayizeye de la coalition RANAC, Jean de Dieu Mutabazi de la coalition COPA et Sylvestre Ntubunganya des indépendants ont eu chacun moins de 1%. Pierre Claver Ndayicariye a déclaré aussi que le taux de participation s'est élevé à 73,44% sur une population totale de 2.826.072 personnes qui ont pu se rendre aux urnes. Il a aussi fait savoir que la province de Karusi a été la première à voter pour Nkurunziza avec 84,4% des voix alors que la nouvelle province de Rumonge a été la dernière à voter pour lui avec 37%. La province de Ngozi a été la première quant au taux de participation alors que la mairie de Bujumbura a été la dernière. Il a terminé cette proclamation par annoncer que la CENI va transmettre ces résultats à la Cour constitutionnelle conformément à la loi puisque c'est elle qui est compétente pour proclamer les résultats définitifs. Signalons que lors de ces cérémonies, il n'y avait aucun représentant des puissances occidentales. Seuls les ambassadeurs de Chine et de Russie étaient présents ainsi que les représentants de certaines organisations de la société civile burundaise en présence aussi du seul candidat Jean de Dieu Mutabazi de la coalition COPA.

Économie - Selon les informations recueillies auprès de l'OBR, les exonérations prévues pour cette année 2015 étaient estimées à 18 milliards mais jusque fin juin, les exonérations déjà accordées s'élèvent à 80 milliards des prévisions budgétaires pour cette rubrique. Le gros de ces exonérations concerne des facilités aux investisseurs (25.5 milliards de Francs burundais) ; des décisions prises par le gouvernement (29 milliards). Il est difficile de savoir pour qui ces exonérations sont accordées ni pour quelles affaires ! Des équipements du gouvernement certes comme le mobilier pour le nouvel immeuble du ministre des Finances mais des facilités à des commerçants amis du pouvoir ne sont pas exclues d'après des experts dans le domaine. Des équipements de campagne électorales pour « certains partis politiques » ou des financements extérieurs faits à l'Etat totaliseraient des exonérations de plus de 15 milliards francs burundais. - Prenant en compte la crise actuelle dans le pays, le faible niveau de sécurité qui en découle et la disponibilité des ressources humaines, le PNUD et les autres institutions des Nations Unies réorientent leurs activités pour assurer l'efficacité des programmes en cours, en se concentrant sur ce qui est possible. Sous le leadership du PNUD et du FNUAP, les agences et fonds des Nations Unies ont mené un exercice commun visant à identifier, pour les six mois à venir, le niveau de criticité des projets. Cette méthodologie prend en compte à la fois la pertinence des projets face aux résultats stratégiques définis avec le pays par les Nations Unies, les bénéfices des projets pour les populations et les conditions d'exécution de ces projets suivant les contraintes de terrain liées à la crise. Le niveau de criticité des programmes est évalué de 1 à 4, le chiffre 1 correspondant aux projets extrêmement critiques pour la population. Ces considérations donnent lieu à un score qui devra être mis en perspective avec les conditions de sécurité de la zone géographique où les activités devront être menées. La poursuite de ces activités jugées essentielles est conditionnée par la validation finale du sége du PNUD à New York. | Sécurité - Le Burundi détient des preuves de la présence des rebelles Burundais au Rwanda. Alain Nyamitwe ministre des relations extérieures dit qu'ils ont déjà contacté les autorités Rwandaises pour connaître la vérité sur cette menace. Ce ministre ajoute que trois généraux putschistes certains soldats mutins sont au Rwanda alors qu'ils sont recherchés par la justice Burundaise. - Selon Bujumbura, le Haut-Commissariat des Réfugiés des Nations unies devrait revoir ses chiffres. Parce que les chiffres de la PAFE montrent que les postes frontaliers avec le Rwanda avant hier mercredi 22/07/2015 ont accueilli 818 Burundais rentrés du Rwanda par la Kanyaru Haut; 340 Burundais revenus par Gasenyi-Memba et 48 par Ruhwa. Durant la période allant du 2 au 22 juillet : 7 733 Burundais sont rentrés par la Kanyaru Haut; 6 478 Burundais sont rentrés par Gasenyi-Memba et 894 par Ruhwa. Ces informations sont confirmées par les autorités provinciales de Kirundo qui demandent par ailleurs à ceux qui restent de rentrer dans leur pays. Ceux qui rentrent font savoir qu'ils avaient fui les rumeurs d'une insécurité lors des élections.